Cependant, nous nous permettrons, nous médecins, de recuser leur compétence sur ce sujet particulièrement délicat, et leur sincérité dans le cas qui nous occupe.

Leur compétence : car lorsqu'on a l'habitude de soutenir avec une égale ferveur les opinions les plus diamétralement opposées et les idées les plus subversives ; lorsqu'on étale, chaque jour, aux yeux de tous, petits et grands, les plaies hideuses du vice avec le portrait des victimes ; lorsqu'on donne, sous forme de réclames, les conseils les plus pernicioeux au point de vue physique et au point de vue moral ; lorsqu'on publie des pages entières de déclarations attestant des guérisons aussi ridicules que mensongères ; en un mot, lorsqu'on se préoccupe avant tout de la question d'affaires, sans égards pour la question si importante de la morale publique ou de la simple dignité, on devrait avoir au moins la décence de garder le silence sur un point aussi délicat et aussi spécial que la dignité professionnelle au point de vue médical.

Les médecins, en général, donnent un admirable exemple de dignité en s'abstenant de faire toute réclame personnelle dans les journaux quotidiens au point de vue de leurs intérêts particuliers, et en poursuivant, sans bruit, avec désintéressement, la belle campagne d'hygiène sociale inaugurée il y a quelques années. Ils méritent donc mieux que le blâme de la part de journalistes qui n'entendent rien à la question.

Nous ne parlons pas des médecins qui mettent leur carte dans les journaux. Il n'y a rien de contraire au principe de la dignité professionnelle dans ces cas.

Dernièrement, la Société Médicale a décidé qu'un médecin qui publie dans les journaux quotidiens, à intervalles plus ou moins rapprochées, des faits particuliers, en médecine ou en chirurgie, tels que le résultat de certaines opérations ou de certains traitements qui sont de nature à attirer l'attention du public sur un homme plutôt que sur une découverte ou une innovation importante, faisait une réclame du mauvais goût et enfreignait les règles de l'étiquette professionnelle.

Et c'est juste.

Les journaux politiques, intéressés à défendre quelquefois des parents, des *alliés* ou des amis — sentiment bien humain et très légitime en soi — ont insinué que certains médecins d'hôpitaux avaient protesté par jalousie ou rancune, et pis encore.

Nous ne les suivrons pas sur ce terrain.

Il n'y a ni rancune, ni jalousie, parce qu'il n'y a rien d'enviable dans l'espèce. N'importe qui peut, s'il le veut, y aller de sa réclame, car un médecin instruit a toujours dans son sac ample provision de faits dignes d'attirer l'attention. Donnez-lui un journal à sensation dirigé par un rédacteur bienveillant, et le